Madame Anja Hazekamp
Vice-présidente COM-ENVI
À Bruxelles, le 23/10/2026

Partie 1 : Un règlement à réviser pour passer de la planification à l'obligation de résultat

Eurodéputée du Parti pour les Animaux néerlandais au sein du groupe politique *The Left* dont je suis la Présidente et Vice-présidente de la commission Environnement, Climat et Sécurité alimentaire, je siège au Parlement européen depuis 2014. **Biologiste** de formation et défenseuse de la **condition animale** et de la **préservation de la biodiversité**, mon rôle est de faire entrer dans le débat énergétique des problématiques souvent oubliées : **le vivant**, **la justice sociale** et **la sobriété**. Véritable clé de voûte de la transition, la **gouvernance** constitue le seul levier capable de muer une ambition théorique en un impératif d'action.

Le règlement (UE) 2018/1999 organise la planification, le suivi et l'évaluation de l'Union de l'énergie au moyen des **plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC)**. Sa révision, ouverte à consultation du 18 décembre 2025 au 12 mars 2026[1], doit l'aligner sur l'objectif de **−90 % d'émissions nettes en 2040**, dont le Parlement a approuvé l'accord politique en février 2026[2]. Or le dispositif actuel ne tient pas ses promesses. Selon la Commission, les PNEC finaux projettent **−54 %** d'émissions en 2030 pour un objectif de −55 %, et une consommation finale d'énergie réduite de seulement **8,1 %** au lieu des **11,7 %** requis[3]. Les recommandations de la Commission, dont les États doivent seulement « tenir dûment compte »[4], n'emportent aucune conséquence contraignante. Dès lors, **ce cadre ne fait que constater les retards sans jamais les corriger**.

Les enjeux dépassent le climat. L'Union couvre **57 %** de ses besoins énergétiques par des importations[5], et les subventions publiques aux énergies fossiles atteignaient encore **96 milliards d'euros en 2024**[6]. La facture de l'inaction est déjà présente, notamment car les pertes liées aux événements climatiques extrêmes sont passées de **17,8 à 44,5 milliards d'euros par an** entre 2010-2019 et 2020-2023[7], et **9,2 %** des Européens, soit plus de 41 millions de personnes, ne peuvent pas chauffer correctement leur logement[8]. L'évaluation prévue à l'article 29, limitée à l'aviation, ignore enfin l'**agriculture et l'élevage industriel**, source de **11 %** des émissions de l'Union[9]. Je soutiens la simplification voulue par la Commission, à condition qu'elle **renforce notre ambition vers la neutralité carbone** et une **transition écologique véritablement juste.**

Partie 2 : Configuration de la négociation : Une majorité à construire entre Parlement et Conseil

Cette révision se négociera à trois niveaux, entre une Commission qui détient seule l'initiative législative, un Conseil où les États défendent leur souveraineté énergétique et un Parlement divisé entre ambition climatique et compétitivité. **Mon enjeu principal sera de construire, dans ce paysage, une majorité en faveur d'objectifs contraignants.** La négociation oppose des visions du rôle de l'Union[10]. Au Conseil, le **Danemark** et plusieurs États d'Europe du Nord défendent des objectifs européens **juridiquement**

[1]Commission européenne, *Review of the Governance Regulation on the Energy Union and Climate Action – Public consultation launched*, 18 décembre 2025 (consultation close le 12 mars 2026).
https://energy.ec.europa.eu/news/review-governance-regulation-energy-union-and-climate-action-public-consultation-launched-2025-12-18_en
[2]Kyoto Club, « Clima, il Parlamento UE approva il target del 90 % di emissioni entro il 2040 », 11 février 2026 (révision de la loi européenne sur le climat ; adoption formelle du Conseil encore requise).
https://www.kyotoclub.org/en/news-en/news-from-the-world/2026/02/11/clima-il-parlamento-ue-approva-il-target-del-90-di-emissioni-entro-il-2040/
[3]Commission européenne, évaluation à l'échelle de l'UE des PNEC finaux, 27 mai 2025.
https://managenergy.ec.europa.eu/publications/commission-releases-eu-wide-assessment-final-necps-2030-targets-within-reach-gaps-remain_en
[4]Règlement (UE) 2018/1999, art. 9 et 13. https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2018/1999/oj
[5]Eurostat, *Energy in Europe: imports dependency*, 18 mars 2026. https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/wdn-20260318-1
[6]Commission européenne, *Report on energy subsidies in the EU*, COM(2026) 472 final, 17 septembre 2026 (données 2024 : 96 Md€, soit −20 % par rapport à 2023). https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-13343-2026-INIT/en/pdf
[7]Agence européenne pour l'environnement, *Economic losses from weather- and climate-related extremes in Europe* (moyennes annuelles, prix de 2023). https://www.eea.europa.eu/en/analysis/indicators/economic-losses-from-climate-related
[8]Eurostat, cité par Euronews, « Millions live in cold houses in Europe », 12 décembre 2025.
https://euronews.com/business/2025/12/12/millions-live-in-cold-houses-in-europe-where-is-fuel-poverty-worst
[9]Agence européenne pour l'environnement, *Progress and prospects for decarbonisation*.
https://www.eea.europa.eu/publications/Progress-and-prospects-for-decarbonisation
[10]Politico/BWS, « Von der Leyen bien décidée à faire avancer sa (difficile) réforme de l'énergie européenne », Bruxelles, 6 octobre 2026.

contraignants, seuls garants de la prévisibilité des investissements. Face à eux, une coalition « souveraineté et flexibilité » autour de la **Pologne** plaide pour de simples contributions nationales, tandis que la **France** pousse la reconnaissance du nucléaire décarboné, en s'appuyant sur l'article 194 TFUE, qui garantit à chaque État le choix de son mix. Au Parlement, le dossier qui sera partagé entre ENVI, que je vice-préside, et ITRE, présidée par Borys Budka (PPE), je tenterai de peser sur l'organisation des travaux et la recherche des compromis, **une tâche qui s'annonce d'autant plus ardue** puisque le **PPE** et la droite réclament de la flexibilité au nom de la compétitivité et dénoncent une écologie punitive.

Avec *The Left*, je porte la position la plus exigeante, celle d'objectifs contraignants, et je compte sur les **Verts/ALE** pour la tenir. Sur les 720 sièges de l'hémicycle, la majorité absolue est fixée à 361[11]. Les forces de gauche et du centre (La Gauche, les Verts, S&D et Renew) ne rassemblent que 312 élus, tandis que le bloc des droites (PPE, ECR, Patriotes et ESN) en totalise 375. Le **PPE** est donc l'arbitre : soit il s'allie au centre, soit il bascule à droite et remporte la majorité. Hors des institutions, les ONG climatiques, **CAN Europe** en tête, alertent sur un risque de ***backsliding*** (recul généralisé de l'ambition), quand les fédérations industrielles plaident pour plus de souplesse.

Les **S&D** et **Renew** sont mes partenaires pivots et c'est vers eux que j'oriente le compromis. Au Conseil, je me rapproche du **Danemark** et des pays nordiques ; ONG et syndicats porteront la voix des ménages.

Partie 3 : Perspectives et stratégies : bâtir une majorité pour tenir l'objectif climatique 2040

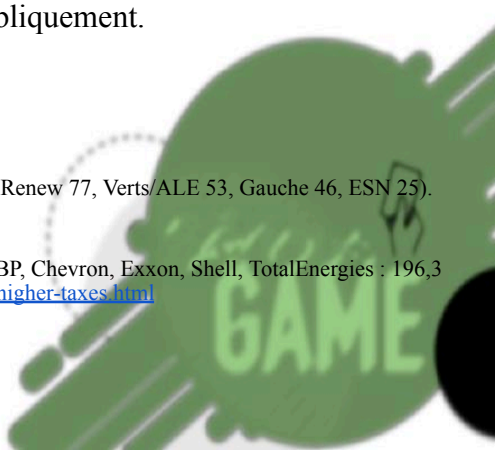
Je **défends** avec *The Left* des objectifs européens contraignants pour les renouvelables et l'efficacité énergétique, déclinés en **objectifs nationaux contraignants** selon une formule commune (retour au modèle d'avant 2020), le maintien de la **non-régression** de l'article 14, y compris en temps de crise, un **plan correctif obligatoire sous un an** pour tout État qui s'écarte de sa trajectoire et des sanctions financières pour les PNEC déposés en retard. L'objectif d'**électrification de 46 % en 2040** (contre 23 %) doit être contraignant et renouvelable.

Les PNEC doivent devenir de véritables **plans d'investissement** chiffrés, avec leurs sources de financement publiques et privées (article 7). Je propose un **calendrier européen commun** de sortie des subventions fossiles, une **taxation européenne des superprofits** énergétiques (les cinq grandes compagnies pétrolières occidentales ont dégagé **196 milliards de dollars** de bénéfices en 2022[12]), des recettes du marché carbone intégralement réinvesties et un **MACF** renforcé pour protéger l'industrie européenne. J'accompagne l'industrie, avec des aides **conditionnées à des résultats**. Je demande d'étendre l'évaluation de l'article 29 à l'agriculture et à l'élevage industriel, aux transports, au bâtiment, à l'industrie lourde et au numérique, avec des trajectoires chiffrées en 2030 et 2040, un **objectif chiffré obligatoire de réduction de la précarité énergétique** dans tous les PNEC et un mécanisme de **solidarité carbone**. Rappelons que, selon la Cour des comptes européenne, la moitié des dépenses climatiques de l'Union relèvent de la PAC sans que les émissions agricoles reculent[13].

Je **refuse** avec *The Left* le remplacement des objectifs contraignants par de **simples contributions nationales** ; tout **recul de l'ambition** au nom de la **simplification ou de la crise** ; toute **aide publique aux énergies fossiles** ; la **dilution des objectifs renouvelables** dans un objectif unique d'« énergie propre ». Sur le nucléaire, j'exige le respect de l'article 194, **mais aucune comptabilisation** comme **contribution européenne**. Je suis prête à des compromis sur la forme : un reporting centralisé et une clause de flexibilité strictement temporaire, assortie d'un plan de rattrapage.

Pour y parvenir je poursuivrai la coordination du groupe, déposerai des amendements en ENVI, rencontrerai ONG, syndicats et États alliés, et défendrai ma ligne publiquement.

Anja Hazekamp



[11]Parlement européen, résultats des élections de juin 2024 (PPE 188, S&D 136, PfE 84, ECR 78, Renew 77, Verts/ALE 53, Gauche 46, ESN 25). https://results.elections.europa.eu/fr/

[12]CNBC, « Big Oil rakes in record annual profit, fueling calls for higher taxes », 8 février 2023 (BP, Chevron, Exxon, Shell, TotalEnergies : 196,3 Md$). https://www.cnbc.com/2023/02/08/big-oil-rakes-in-record-annual-profit-fueling-calls-for-higher-taxes.html

[13]Cour des comptes européenne, rapport spécial 16/2021, *Politique agricole commune et climat*. https://www.eca.europa.eu/fr/publications?did=58913